



OBÉSITÉ – SANTÉ PUBLIQUE ET POPULISME ALIMENTAIRE

22 fév, 2013

Actualités Economiques Sciences Sociales

Administrateur-2

Permalink

Ouvrage de référence : *Obésité – Santé publique et populisme alimentaire*, Fabrice ÉTILÉ, 2013, Editions Rue d'Ulm, 128 p



Si l'on présente souvent la transition démographique comme l'une des rares « lois de l'histoire » dont il serait possible d'apprécier la validité empirique, l'ouvrage *Obésité – Santé publique et populisme alimentaire* de Fabrice ÉTILÉ, directeur de recherche à l'Institut national de la recherche agronomique (Inra), laboratoire « Alimentation et sciences sociales », et chercheur affilié à l'École d'économie de Paris, en dégage une autre : la transition nutritionnelle. Alors que la part de protéines dans le régime alimentaire (l'offre de calories) est restée stable entre les années 1780 et 2000 (autour de 10 %), la part des glucides (70 % à la fin du XVIIIe siècle) a connu une

baisse constante, pour être finalement rejointe par celle des lipides à la fin du XXe siècle ; glucides et lipides représentent désormais un peu plus de 40 % dans le régime alimentaire occidental contemporain.

Une transition nutritionnelle problématique

Cette transition nutritionnelle pose problème : selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), « un minimum de 55 % des apports caloriques en glucides lents et un maximum de 30 % en lipides sont recommandés si l'on veut prévenir un accroissement du risque d'apparition de maladies chroniques ». L'évolution de l'alimentation dans son contenu est accompagnée par un changement dans ses modalités, et notamment l'augmentation de la part du budget alimentaire dépensée hors du domicile.

Phénomène nouveau et non-accidentel, aux conséquences médicales et financières considérables, l'obésité est l'une de ces mutations que l'éclairage analytique des sciences sociales peut aider à expliquer pour éventuellement dégager des pistes d'action. Telle est l'ambition de Fabrice ÉTILÉ.

Obésité – Santé publique et populisme alimentaire peut en effet être appréhendé comme un point d'étape, une synthèse des précédents travaux menés par l'auteur sur les comportements alimentaires. Se projetant au-delà de l'économétrie et des investigations empiriques (bien qu'il fasse référence à un certain nombre d'études), Fabrice ÉTILÉ interroge l'environnement historique, économique et sociologique de l'obésité de manière à isoler des pistes de réforme concrètes. Un fil d'Ariane parcourt l'ouvrage : l'arbitrage entre plaisir et santé. Un tel arbitrage reste propre aux pays développés, et socialement déterminés.

Des propositions concrètes portées par une démarche risquée

Ces réformes concrètes doivent donc opérer une correction des comportements par un réalignement des incitations auxquelles sont soumis les consommateurs, dont le principal facteur de choix demeure le prix. L'auteur développe ainsi quatre mesures dans son dernier chapitre : (1) « étiquetage nutritionnel utilisant le système des feux tricolores » (étiquetage vert-orange-rouge) qui serait « apposé sur la face avant des produits préemballés » ; (2) « réallocation des aliments aux différents taux de TVA en fonction de leurs profils nutritionnels, avec un affichage saillant de la TVA » ; (3) « régulation stricte des dispositifs marchands poussant à l'augmentation des quantités consommées (promotions, publicités à destination des enfants, etc.) » ; (4) « politique agro-industrielle favorisant la

production d'aliments incorporant moins de graisses, de sucres et de sel ajoutés ». L'ouvrage présente donc un bilan quant aux données, et un programme quant aux actions à mener.

En outre, la démarche de l'auteur était doublement risquée. D'une part, par le caractère pluridisciplinaire de l'ouvrage : son architecture mêle l'histoire, la sociologie, les politiques publiques – éléments articulés par une approche micro-économique. La variété des sources n'est cependant pas le prétexte à une compilation d'anecdotes : elle permet au contraire d'éclairer par des ordres de grandeur et une perspective bienvenue les dynamiques à l'œuvre derrière les choix réalisés par les acteurs. D'autre part, la dimension descriptive cède dans les derniers chapitres le pas à une excursion positive et prospective, nourrie de propositions concrètes.

Les défauts des qualités du livre

Les lecteurs apprécieront donc la justesse pédagogique de l'ensemble, qui ne pèse guère plus d'une centaine de pages, auxquelles est joint un très pratique glossaire. Le principal mérite de l'ouvrage est de jongler entre présentation des données et volets de propositions. Si chacun reste libre de son jugement quant aux mesures proposées (dont la plus saillante est l'action systématique par la TVA), le titre de l'ouvrage, faisant référence à la notion de « populisme alimentaire », pouvait prêter à diverses interprétations, notamment psychologiques. On pourra ainsi regretter, notamment au regard de la problématique dégagée par l'auteur concernant l'arbitrage entre plaisir et santé, le peu de place accordé aux neurosciences et aux sciences cognitives en général. Alors que les mutations de l'industrie agro-alimentaire sont décrites avec précision, les dimensions comportementales du choix de consommation sont traitées de façon relativement elliptique.

Un tel choix concernant la neuro-économie, discipline en formation, peut se justifier dans un ouvrage qui se veut un bilan. En revanche et dans un tel cadre, les enjeux de philosophie politique et morale qui sous-tendent toute action en matière d'obésité auraient mérité de plus amples développements. Fabrice ÉTILÉ distingue dans un court chapitre, « Retour sur les fondements normatifs des politiques publiques », deux visions du monde en la matière : celle de la « responsabilité individuelle » (ou consommateur souverain), et celle de « l'environnement obésogène ». L'auteur donne une estimation des coûts sociaux annuels (des externalités) induits par l'obésité sur le régime d'assurance maladie (entre 5 et 14,5 milliards d'euros, soit environ 0,25 à 0,75 % du PIB), mais s'arrête en chemin dans son énonciation des problèmes théoriques qui se posent. S'il a le mérite de trancher et d'énoncer clairement sa position (primat de l'action visant « l'environnement obésogène », notamment par des taxes permettant de corriger les externalités – le principe du « pollueur-payeur » est mentionné – sur le principe de l'auto-régulation), l'analyse des fondements normatifs des politiques publiques en matière d'obésité aurait mérité plus de trois pages.

La prise en compte du problème de l'obésité par les autorités françaises demeure récente. C'est le rapport du Haut Comité pour la santé publique de 2000 (« Pour une politique nutritionnelle de santé publique en France »), équivalent français du rapport McGovern de 1977 (« Dietary Goals for America ») qui avait constitué le nécessaire déclic. L'ouvrage *Obésité – Santé publique et populisme alimentaire* de Fabrice ÉTILÉ présente donc un bilan intéressant des données recueillies, des théories avancées et des politiques menées à l'heure actuelle. Le lecteur y trouvera un éclairage clair, bref et articulé autour d'une vision et des propositions précises. Dans un contexte de resserrement possible du financement public de la protection sociale, une telle contribution doit inciter à inscrire l'obésité dans l'agenda public et politique.

Pierre-Ange Savelli

Etudiant en master Droit Economique à Sciences-Po Paris, Pierre-Ange a effectué des séjours d'études à l'Université de Melbourne ainsi qu'à la Harvard Law School. Il s'intéresse principalement aux questions à l'intersection du droit et des politiques publiques.



Like 7

